

Etats-Unis.

En choisissant des politiciens chevronnés pour composer sa future administration, Obama a créé le doute sur sa promesse de changement. Qu'en est-il réellement?



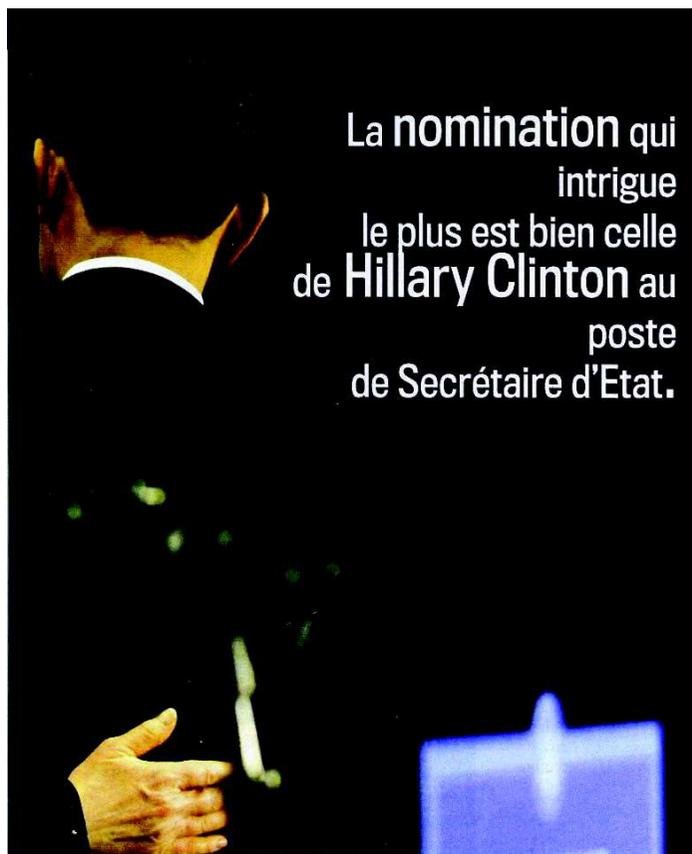
Les hommes du Président

L'ébauche de la composition de la future administration Obama, qui signe le retour de membres du clan Clinton et de politiciens chevronnés, fait déjà couler beaucoup d'encre Outre-Atlantique. Elle pose surtout une question fondamentale : cette équipe permettra-t-elle au président élu de tenir sa promesse de changement, promesse sur laquelle il avait axé sa campagne électorale ?

La nomination qui soulève le plus d'interrogations est bien entendu celle de Hillary Clinton, sa rivale durant les primaires démocrates, au poste de secrétaire d'Etat. Obama et Clinton ont-ils définitivement surmonté leur animosité personnelle pour former un tandem diplomatique solide ? Clinton aura-t-elle l'oreille du Président ? Parlera-t-elle réél-

lement au nom d'Obama ? Tom Friedman, le célèbre éditorialiste du *New York Times*, insiste sur l'importance de la relation qui se noue entre la secrétaire d'Etat et le Président. Si ces deux personnalités ne s'entendent pas ou se méfient l'une de l'autre (comme ce fut le cas entre George W. Bush et Colin Powell), la diplomatie américaine aura du mal à fonctionner. Pour lui, il est impératif qu'en recevant le patron des affaires étrangères, les chefs d'Etat étrangers aient la certitude de s'adresser à une personne de confiance de l'hôte de la Maison Blanche. Faute de quoi tout est grippé. En revanche, si le tandem fonctionne, certains prédisent déjà qu'il décrochera un Prix Nobel de la Paix. Car après huit ans d'une présidence Bush désastreuse pour l'image des Etats-Unis, le chantier de la reconstruction des relations internationales offre à Hillary Clin-

ton la chance de devenir, selon les commentaires de certaines admiratrices, la version féminine d'un George Marshall. Autre nomination des plus notables dans le domaine de la sécurité : celle de Robert Gates, reconduit à la tête du Pentagone. Avec pour mission prioritaire de «mettre fin à la guerre en Irak de manière responsable». Barack Obama a fait ce choix alors que Gates ne partage pas tous ses points de vue, notamment sur le déploiement du bouclier antimissile en Europe de l'Est. Cette décision a été critiquée par la gauche du Parti démocrate qui a rappelé que Gates était à la CIA lorsque les Etats-Unis soutenaient des régimes brutaux en Indonésie ou au Guatemala. Quant à l'intéressé, il a assuré avoir hâte de travailler au sein de la nouvelle administration démocrate tout en reconnaissant le caractère «unique» de la situation. Au ministère de la Jus-



La nomination qui intrigue le plus est bien celle de Hillary Clinton au poste de Secrétaire d'Etat.

Président

stice, Obama a choisi Eric Holder, vétéran noir de l'administration Clinton et passionné de service public. Tout comme le président élu, il a passé sa carrière à surmonter la barrière raciale dans le monde très élitiste du droit américain.

Retour en force des «Clintoniens»

CÔTÉ ÉCONOMIE, c'est Bill Richardson, candidat malheureux à l'investiture démocrate de la présidentielle de 2008, qui a été nommé au poste de secrétaire au commerce. Bill Richardson, le seul gouverneur américain d'origine hispanique (Nouveau Mexique), est un ancien ambassadeur des Etats-Unis aux Nations Unies et ex-secrétaire à l'Energie de Bill Clinton. Cet «Indiana Jones» de la diplomatie américaine, comme beaucoup le surnomme, a déjà connu des face-à-face avec des dirigeants figurant sur

la liste des ennemis de Washington, comme Saddam Hussein ou Fidel Castro. Lawrence Summers, ancien secrétaire au Trésor également sous Bill Clinton, est nommé directeur du Conseil économique national.

Enfin, Timothy Geithner, président de la Banque Centrale et vice-président du comité monétaire de la Réserve fédérale (la Fed), est l'homme choisi par Barack Obama comme secrétaire au Trésor. Il devra remplir une mission ardue : «Remettre l'Amérique sur les rails». A 47 ans, il est l'un des plus jeunes secrétaires au Trésor de l'histoire des Etats-Unis. Il est aussi l'un des principaux artisans des mesures d'exception prises par la Fed, dont le sauvetage des banques. De fait, la plupart des noms constituant l'équipe de Barack Obama sont des politiciens blanchis sous le harnais, si bien que, contrairement à beaucoup d'attentes, l'équipe offre peu de nou-

veaux visages. Obama s'est tout de même entouré de proches comme David Axelrod, qui a forgé sa campagne victorieuse, ou encore Valerie Jarrett, une amie de longue date. En réalité, ce sont les engagements qu'il a pris depuis son élection qui marquent une rupture claire avec l'administration de George W. Bush. À cet égard, Barack Obama a souligné lui-même qu'il sera celui qui «fixe la politique». Etant donné la tâche très difficile dont il hérite – mener deux guerres et faire face à une grave crise financière et économique –, une équipe expérimentée semble être le choix le plus raisonnable. En effet, selon les analystes, l'équipe du président élu affiche un mélange de fermeté et de pragmatisme.

Flou diplomatique

L'AUTRE DÉBAT qui reste ouvert depuis l'élection de Barack Obama concerne ses orientations en matière de politique étrangère. Sa victoire a suscité de nombreux espoirs partout dans le monde. En Afrique plus qu'ailleurs, il représente tout un symbole. Pour le féliciter, Nelson Mandela lui avait adressé un message dans lequel il affirmait : «Votre victoire a démontré que personne, partout dans le monde, ne devrait avoir peur de rêver de changer le monde pour le rendre meilleur». Mais le flou reste total quant aux projets réels du président élu. Exemples. Concernant le dossier iranien, les conditions d'un compromis restent identiques, même si Téhéran se dit prête à négocier avec le nouveau Président.

La Havane et Damas pourraient discuter avec le président élu, «à condition qu'il ne pratique pas la politique du bâton et de la carotte». Autre élément important : une majorité de Palestiniens pensent que l'élection de Barack Obama n'aura aucun impact sur les chances d'un règlement du conflit avec Israël, selon un sondage publié la semaine dernière. Et pour cause : la nomination de Rahm Emanuel en tant que secrétaire général de la Maison Blanche, un poste plus décisionnel que celui de vice-président, inquiète. Rahm Emanuel est un représentant juif de l'Illinois, avec de fortes racines familiales en Israël. Pour des millions d'Arabes, qui avaient donné libre cours à leur allégresse lors de la victoire d'Obama, cette nomination a eu l'effet d'une douche froide après une fête éphémère. Cette méfiance est confirmée par le journal israélien Maariv, qui a présenté Rahm Emanuel comme «notre homme à la Maison Blanche» et publié une interview de son père Benjamin, un vétéran de l'Irgoun, prédisant qu'il convertira Obama à la cause israélienne.

Le président élu dispose d'un peu de temps pour préciser sa stratégie, s'il en a une. Il n'occupera effectivement le bureau ovale qu'en janvier, et il n'y aura pas de gouvernement israélien avant le 10 février prochain. Quant au mandat de Mahmoud Abbas, contesté par le Hamas, il doit être renouvelé le 9 janvier. Ce n'est donc pas avant le printemps 2009 que les grandes manœuvres diplomatiques pourront commencer.

AMINA BOUBIA